

<http://assetec.net/assetec2023/spip.php?article769>



Concours et recrutement 2016

A large, bold, blue logo consisting of the letters "TEC" in a sans-serif font. The letters are thick and have a slight shadow or glow effect, giving them a three-dimensional appearance.

- Vie de la Technologie - Institutionnel - Concours -

Date de mise en ligne : jeudi 4 juin 2015

Copyright © ASSETEC - Tous droits réservés

Concours et recrutement

Organisation de concours statutaires et recrutements rÃ©servÃ©s de personnels enseignants des premier et second degrÃ©s (enseignement public et enseignement privÃ© sous contrat), de conseillers principaux dÃ©ducation et de conseillers dÃ©orientation-psychologues - session 2016

NOR : MENH1509191N

note de service nÃ 2015-080 du 27-5-2015

MENESR - DGRH D1

Texte adressÃ© aux rectrices et recteurs dÃ©acadÃ©mie ; aux vice-rectrices et vice-recteurs des collectivitÃ©s dÃ©outre-mer et de la Nouvelle-CalÃ©donie ; Ã la chef du service de lÃ©enseignement de Saint-Pierre-et-Miquelon ; au directeur du service interacadÃ©mique des examens et concours de lÃ©ÃŽle-de-France

La prÃ©sente note de service prÃ©cise les modalitÃ©s dÃ©organisation des concours statutaires et des recrutements rÃ©servÃ©s de personnels enseignants des premier et second degrÃ©s, de conseillers principaux dÃ©Ã©ducation et de conseillers dÃ©orientation-psychologues ouverts au titre de la session de 2016. Elle concerne Ã©galement les concours correspondants pour les maÃ®tres des Ã©tablissements dÃ©enseignement privÃ©s sous contrat.

Elle prÃ©sente les Ã©lÃ©ments dÃ©information nÃ©cessaires aux candidats pour procÃ©der Ã leur inscription.

Afin de les guider dans leurs choix, leur permettre de dÃ©terminer leur parcours professionnel au sein de lÃ©Ã©ducation nationale et faciliter ainsi leur engagement dans les mÃ©tiers de lÃ©enseignement un systÃ©me dÃ©information et dÃ©aide aux concours est disponible sur le site du ministÃre de lÃ©Ã©ducation nationale, de lÃ©enseignement supÃ©rieur et de la recherche : Siac 1 (<http://www.education.gouv.fr/siac1>) pour les concours du premier degrÃ© et Siac 2 (<http://www.education.gouv.fr/siac2>) pour ceux du second degrÃ©.

Dispositions rÃ©glementaires rÃ©gissant les concours objets de la prÃ©sente note de service

Concours statutaires

Ces recrutements sont organisÃ©s en application des dÃ©crets suivants :

- [nÃ 70-738 du 12 aoÃt 1970](#) modifiÃ© relatif au statut particulier des conseillers principaux dÃ©Ã©ducation ;
- [nÃ 72-580 du 4 juillet 1972](#) modifiÃ© relatif au statut particulier des professeurs agrÃ©gÃ©s de

l'enseignement du second degré ;

- [n° 72-581 du 4 juillet 1972](#) modifiant relatif au statut particulier des professeurs certifiés ;
- [n° 80-627 du 4 octobre 1980](#) modifiant relatif au statut particulier des professeurs d'Éducation physique et sportive ;
- [n° 90-680 du 1er octobre 1990](#) modifiant relatif au statut particulier des professeurs des écoles ;
- [n° 91-290 du 20 mars 1991](#) modifiant relatif au statut particulier des directeurs de centre d'information et d'orientation et conseillers d'orientation-psychologues ;
- [n° 92-1189 du 6 novembre 1992](#) modifiant relatif au statut particulier des professeurs de lycée professionnel.

Concours de l'enseignement privé sous contrat

Les dispositions propres aux personnels des établissements d'enseignement privé sont fixées au chapitre IV du titre 1er du livre IX du [code de l'éducation](#).

Les modalités des concours sont fixées par les arrêtés :

- du **20 mars 1991** modifiant en dernier lieu par [l'arrêté du 13 mars 2012](#), fixant les modalités des concours de recrutement dans le corps des directeurs de centre d'information et d'orientation et conseillers d'orientation-psychologues ;
- [du 24 décembre 1992](#) modifiant fixant les modalités d'organisation du premier concours interne de recrutement de professeurs des écoles ;
- [du 28 décembre 2009](#) modifiant fixant les sections et les modalités d'organisation des concours de l'agrégation ;
- des 19 avril 2013 modifiant en ce qui concerne les concours du CRPE, Capes, Capet, Capeps, CAPLP et CPE.

Recrutements réservés :

Ces recrutements sont organisés en application des textes suivants :

- des articles 2 à 6 de la [loi n° 2012-347 du 12 mars 2012](#) relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;
- du [décret n° 2012-631 du 3 mai 2012](#) relatif aux conditions d'admissibilité des candidats aux recrutements réservés pour l'accès aux corps de fonctionnaires de l'État des catégories A, B et C et fixant les conditions générales d'organisation de ces recrutements en application de la loi n° 2012-347

du 12 mars 2012 ;

- du [dÃ©cret n° 2012-1512 du 28 dÃ©cembre 2012](#) relatif Ã l'ouverture de recrutements rÃ©servÃ©s pour l'Ã©ducation nationale aux Ã©chelles de rÃ©munÃ©ration des matÃ©riels contractuels agrÃ©Ã©s de l'enseignement privÃ© sous contrat relevant du ministre chargÃ© de l'Ã©ducation nationale ;
- du [dÃ©cret n° 2012-1513 du 28 dÃ©cembre 2012](#) relatif Ã l'ouverture des recrutements rÃ©servÃ©s pour l'Ã©ducation nationale aux certains corps de fonctionnaires relevant du ministre chargÃ© de l'Ã©ducation nationale en application de la [loi n° 2012-347 du 12 mars 2012](#).

Les modalitÃ©s des recrutements rÃ©servÃ©s sont fixÃ©es par les arrÃªtÃ©s du :

- [28 dÃ©cembre 2012](#) relatif aux modalitÃ©s d'organisation des concours rÃ©servÃ©s pour l'Ã©ducation nationale et assurant l'enseignement de l'Ã©ducation physique et sportive dans les premier et second degrÃ©s a Ã©tÃ© fixÃ©e par le [dÃ©cret n° 2004-592 du 17 juin 2004 modifiÃ©](#).
- [28 dÃ©cembre 2012](#) relatif aux modalitÃ©s d'organisation d'un examen professionnalisÃ© rÃ©servÃ© pour l'Ã©ducation nationale au corps des professeurs de lycÃ©e professionnel ;
- [28 dÃ©cembre 2012](#) relatif aux modalitÃ©s d'organisation des examens professionnalisÃ©s rÃ©servÃ©s pour l'Ã©ducation nationale au corps des professeurs des Ã©coles.

Qualifications en sauvetage aquatique, en natation et en secourisme

L'Ã©dition 2016 des qualifications requises des personnels relevant du ministre chargÃ© de l'Ã©ducation nationale et assurant l'enseignement de l'Ã©ducation physique et sportive dans les premier et second degrÃ©s a Ã©tÃ© fixÃ©e par le [dÃ©cret n° 2004-592 du 17 juin 2004 modifiÃ©](#).

Pour chaque session annuelle de recrutement, des arrÃªtÃ©s publiÃ©s au Journal officiel fixent :

- l'ouverture des concours ;
- le nombre total de postes offerts ;
- la rÃ©partition du nombre de postes offerts par section et le cas Ã©chÃ©ant par option pour les concours du second degrÃ©, et par acadÃ©mie ou par dÃ©partement pour les concours du premier degrÃ© de l'enseignement public ainsi que le nombre de contrats offerts aux concours correspondants de l'enseignement privÃ© sous contrat.

La liste des sections et des options susceptibles d'Ãªtre ouvertes aux concours du second degrÃ©, Ã la session 2016, est publiÃ©e sur le site Internet du ministÃ“re de l'Ã©ducation nationale, de l'enseignement supÃ©rieur et de la recherche Ã l'adresse <http://www.education.gouv.fr/siac2>

1. ModalitÃ©s et dates d'inscription

L'inscription à un concours est un acte personnel. Il est impératif que les candidats effectuent eux-mêmes cette opération.

Leur attention est tout particulièrement appellée sur la nécessité de ne pas attendre les derniers jours pour s'inscrire.

En cas d'impossibilité de s'inscrire par Internet, ils ont la possibilité de le faire à l'aide d'un dossier papier.

1.1 Inscription par Internet

L'inscription par Internet s'effectue en une phase unique d'inscription et de validation, en application des dispositions du décret n° 95-681 du 9 mai 1995 modifié par le [décret n° 2014-360 du 19 mars 2014](#) fixant les conditions d'inscription des candidats aux concours d'accès à la fonction publique de l'État par voie électronique.

Les candidats accèdent au service d'inscription aux adresses suivantes :

Pour les concours de recrutement de professeurs des écoles : <http://www.education.gouv.fr/siac1>

Pour les concours de recrutement de personnels de l'enseignement du second degré :
<http://www.education.gouv.fr/siac2>

1.1.1 Recommandations préalables à l'inscription

Des documents d'informations, rappelant notamment les conditions exigées par la réglementation de chaque concours, sont mis à la disposition des candidats aux adresses Internet précitées à la rubrique « guide concours ». Il est recommandé aux candidats de les consulter avant de procéder à leur inscription.

Ils doivent vérifier qu'ils sont en possession de toutes les informations qu'ils devront saisir concernant :

- **le recrutement choisi :**

- s'il y a lieu, la section (discipline du concours), l'option dans la section, éventuellement le choix retenu pour les épreuves à option ;

- **les données personnelles :**

- adresse postale, téléphone personnel, professionnel ;

- adresse électronique. Les candidats doivent obligatoirement indiquer, lors de leur inscription, une adresse électronique personnelle qui permette de les contacter à tout moment pendant la session ;

- numéro d'identification éducation nationale (Numen). Seuls les candidats en fonctions et qui s'inscrivent dans l'académie où ils exercent peuvent saisir leur Numen ;

- les documents nécessaires à la demande, par l'administration, des antécédents judiciaires : commune et département de naissance du candidat, noms de naissance et prénoms des parents (nom de jeune fille de la mère). L'administration se charge d'adresser la demande au service compétent de l'état.

Les candidats admissibles nés dans une collectivité d'outre-mer, à l'exception des natifs de Saint-Pierre-et-Miquelon et de Mayotte, seront rendus destinataires d'un formulaire papier que l'administration se chargera de transmettre au service compétent.

1.1.2 Dates d'inscription

Il est recommandé de ne pas attendre les derniers jours pour s'inscrire.

Les candidats s'inscrivent par Internet **du jeudi 10 septembre 2015, à partir de 12 heures, au jeudi 15 octobre 2015, 17 heures, heure de Paris.**

1.1.3 Saisie des données et attribution d'un numéro d'inscription

Des écrans informatifs guident les candidats tout au long de la saisie des données nécessaires à leur inscription.

À l'issue de cette opération, les informations saisies par les candidats leur sont présentées de façon capitulative. Ils doivent alors en vérifier l'exactitude, éventuellement apporter les modifications nécessaires, puis valider leur dossier. Une fois la validation opérée, un écran indique aux candidats le numéro d'inscription qui est définitif et personnel ainsi que la date et l'heure de l'enregistrement.

L'attention des candidats est appellée sur le fait que tant que ce numéro n'est pas affiché à l'écran, l'inscription n'est pas enregistrée. En cas de déconnexion avant l'obtention de celui-ci, le candidat doit reprendre la totalité de la procédure.

En cas d'inscription ou de modification d'inscription par Internet le dernier jour des inscriptions, peu de temps avant 17 heures, heure de fermeture des serveurs, la connexion au service informatique se poursuivra afin de permettre aux candidats de terminer leur opération, mais sera interrompue à 17 heures 30, heure de Paris.

Ces candidats doivent donc impérativement avoir finalisé et validé leur inscription ou leur modification d'inscription avant cette limite.

1.1.4 Documents à imprimer et à enregistrer

Après validation de l'inscription ou de la modification, les candidats doivent imprimer ou enregistrer les documents suivants au format PDF :

- le récapitulatif de leur inscription sur lequel leur numéro d'inscription est mentionné. Ce numéro permet aux candidats d'accorder à leur dossier pour le vérifier et le modifier, si nécessaire ;
- la liste des pièces justificatives qu'ils devront fournir ultérieurement à la division des examens et concours

de leur académie d'inscription ou au service interacadémique des examens et concours de la région Île-de-France pour les candidats franciliens.

Les candidats à un concours interne ou à un recrutement régional dont la preuve d'admissibilité ou d'admission repose sur un dossier de reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle (Raep) doivent également imprimer et enregistrer le document revêtu d'un code barre qui devra obligatoirement être utilisé comme page de couverture de leur dossier de Raep. Aucun duplicata ne sera délivré ultérieurement par les services académiques d'inscription.

Pour chacun des concours auxquels ils se sont inscrits, les candidats sont rendus destinataires d'un courriel rappelant les caractéristiques de leur inscription et leur numéro d'inscription. Ce courriel comprend, en pièces jointes, l'attestation de l'inscription accompagnée d'autres documents liés aux concours choisis. Il précise également les modalités pour consulter ou modifier leur inscription, pendant la période d'ouverture des serveurs d'inscription.

1.1.5 Modification de l'inscription

Les candidats qui souhaitent modifier leur dossier peuvent le faire directement en reprenant la même procédure que pour accéder au service d'inscription. Ils se connectent au service correspondant indiqué au § 1.1, en choisissant l'académie qui a enregistré leur inscription.

Puis dans la rubrique « consultation - modification inscription », à l'aide du numéro d'inscription qui leur a été attribué, ils accèdent à leur dossier.

Les étapes suivantes lors de l'inscription sont présentées successivement. Ils peuvent modifier les informations de leur choix. Lorsqu'ils arrivent au dernier écran, ils doivent valider les modifications effectuées. La prise en compte de cette modification leur est notifiée par courriel accompagné des pièces jointes citées ci-dessus. En cas de modifications successives, seule la dernière est considérée comme valable.

Aucune modification d'inscription ne peut être acceptée après la clôture des serveurs d'inscription.

1.1.6 Inscriptions multiples

1.1.6.1 Concours statutaires

Sous réserve de justifier des conditions d'inscription exigées, les candidats peuvent s'inscrire, à la même session, à plusieurs concours (externes, internes et troisièmes concours).

En ce qui concerne les concours du second degré, les candidats peuvent s'inscrire à plusieurs sections d'un même concours.

Il est rappelé aux candidats, inscrits à plusieurs concours ou sections/options d'un concours dont les preuves critères se déroulent à la même date, qu'ils optent de fait obligatoirement pour l'un d'entre eux ou l'une d'entre elles, en se rendant à la convocation correspondant au concours ou à la

section ou à l'option de leur choix.

Conformément aux dispositions des arrêtés fixant les modalités d'organisation des épreuves des concours du premier et du second degrés, lorsqu'une épreuve est à options, les candidats doivent obligatoirement formuler leur choix au moment de l'inscription. Ils ne peuvent, en conséquence, seulement inscrire plusieurs fois au même concours dans la même section, afin de sélectionner plusieurs options d'une épreuve.

En cas du non respect de cette disposition, seule la dernière inscription sera prise en compte.

Il est également rappelé qu'en application des articles R. 914-20 à R. 914-31 du code de l'éducation, les candidats aux concours de recrutement de maîtres de l'enseignement privé sous contrat dans le second degré, ne peuvent seulement inscrire dans une même section au concours de l'enseignement privé et au concours correspondant de l'enseignement public ; concours externe et Cafep, concours interne et Caer, troisième concours et troisième concours du Cafep.

Dans le cas du non-respect de cette dernière disposition, il sera demandé aux candidats d'opter. En l'absence de réponse de leur part, seule la dernière inscription enregistrée sera prise en compte.

1.1.6.2 Concours et examens professionnels réservés

En application des dispositions de l'article 4 du décret n° 2012-631 du 3 mai 2012 modifiant le règlement relatif aux conditions d'admissibilité des candidats aux recrutements réservés, **les agents ne peuvent se présenter qu'à un seul recrutement réservé au titre de la même session.**

Lorsque les fonctions exercées correspondent potentiellement à plusieurs corps, les candidats doivent obligatoirement opter, au moment de leur inscription, pour un seul recrutement réservé donnant accès à un seul de ces corps et lorsqu'il s'agit d'un corps d'enseignement du second degré à une seule section, option du recrutement choisi.

Dans le cas du non-respect de cette dernière disposition, il sera demandé aux candidats d'opter. En l'absence de réponse de leur part, seule la dernière inscription enregistrée sera prise en compte.

Cette limitation vaut pour les seuls recrutements réservés : ainsi l'agent peut, au cours de la même session, candidater à la fois à un recrutement réservé et aux concours externe et/ou aux concours interne.

Il ne peut en revanche candidater à la fois à un recrutement externe au titre de l'enseignement public et de l'enseignement privé dans la même discipline de concours.

1.2 Inscription par écrit

En cas d'impossibilité de s'inscrire par Internet, les candidats peuvent, sur demande écrite établie selon le modèle figurant en annexe de l'arrêté d'ouverture publiée au Journal officiel, obtenir un dossier imprimé d'inscription.

Les demandes doivent être adressées, obligatoirement par voie postale et en recommandé simple, au service

académique chargé de l'inscription. La demande est accompagnée d'une enveloppe au format 22,9 x 32,4 cm, affranchie au tarif en vigueur correspondant à un poids jusqu'à 100 g et libellée au nom et adresse du candidat.

1.2.1 Demande du dossier d'inscription

1.2.1.1 Concours statutaires et examen professionnalisé réservé de professeurs des écoles

Les demandes de dossier d'inscription aux concours doivent être adressées à la division des examens et concours de l'académie choisie pour l'inscription ou au Siec pour les candidats franciliens.

Les demandes de dossier d'inscription à l'examen professionnalisé doivent être adressées à la division des examens et concours de l'académie où le candidat exerce ses fonctions ou au Siec pour les candidats franciliens.

1.2.1.2 Concours statutaires et recrutements réservés de personnels de l'enseignement du second degré

Les demandes de dossier d'inscription doivent être adressées aux divisions des examens et concours des académies, au SIEC pour les candidats franciliens, aux vice-rectorats des collectivités d'outre-mer et de Nouvelle-Calédonie, du département de Mayotte, au service de l'enseignement pour Saint-Pierre-et-Miquelon et auprès du rectorat de la Guadeloupe pour Saint-Barthélemy et Saint-Martin. Les candidats de Wallis-et-Futuna formulent leur demande auprès du vice-rectorat de Nouvelle-Calédonie.

Les candidats aux concours statutaires (externes, internes, troisièmes concours) résidant dans les pays étrangers s'inscrivent auprès de l'académie de leur choix. Toutefois, les candidats qui résident au Maroc ou en Tunisie formuleront leur demande auprès des services culturels des ambassades de France à Rabat et à Tunis où un centre d'épreuves accrédité est ouvert.

1.2.2 Envoi du dossier d'inscription

Le dossier imprimé d'inscription rempli en un seul exemplaire doit être signé par le candidat. Il est envoyé, par la voie postale et en recommandé simple, au service académique qui a délivré le dossier au plus tard, le **jeudi 15 octobre 2015**, le cachet apposé par les services de la poste faisant foi.

Le candidat doit obligatoirement conserver le reçu d'envoi. Tout dossier postal hors délai ne pourra être pris en considération. Les candidats devront donc veiller à demander les dossiers d'inscription suffisamment tôt pour tenir compte des délais d'acheminement de leur dossier.

1.3 Documents résus par les candidats

Quelle que soit la modalité d'inscription choisie, les candidats résument ultérieurement par courriel ou par voie postale un formulaire indiquant les pièces justificatives qu'ils devront adresser au service d'inscription en se conformant à la date indiquée sur ce document. Toutes les pièces justificatives nécessaires devront être retournées accompagnées de ce document.

1.4 Académies d'inscription aux concours

1.4.1 Professeurs des écoles

Les candidats au concours externe, au concours externe spécial, au second concours interne, au second concours interne spécial, au troisième concours s'inscrivent auprès du rectorat de l'académie au titre de laquelle ils désirent concourir. Ceux qui désirent concourir sous la nationalité monégasque doivent s'inscrire auprès du rectorat de l'académie de Nice.

Les candidats à l'examen professionnalisé réservé doivent obligatoirement s'inscrire auprès du rectorat de l'académie de leur résidence administrative.

1.4.2 Personnels de l'enseignement du second degré

1.4.2.1 Candidats aux concours statutaires (externe, interne, troisième concours)

Candidats résidant en métropole ou dans les DOM

Les agents titulaires et non-titulaires de l'État, des collectivités territoriales et des établissements publics qui en dépendent, les assistants d'éducation, les maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat, en activité, les fonctionnaires en détachement en France s'inscrivent auprès du rectorat de l'académie de leur résidence administrative.

Les candidats autres que ceux mentionnés à l'alinéa précédent ou qui sont en position administrative de non-activité, de congé parental, en congé pour formation ainsi que les lauréats d'un concours de recrutement de personnels de l'enseignement du second degré en report de stage, s'inscrivent dans l'académie de leur résidence personnelle.

Candidats résidant dans une collectivité d'outre-mer, en Nouvelle-Calédonie, à Mayotte ou à l'étranger

- Les candidats en résidence dans les collectivités d'outre-mer s'inscrivent conformément aux indications figurant ci-dessous :

Mayotte : vice-rectorat de Mayotte ;

Nouvelle-Calédonie : vice-rectorat de Nouvelle-Calédonie ;

Polynésie française : vice-rectorat de Polynésie française ;

Saint-Barthélemy, Saint-Martin : rectorat de Guadeloupe ;

Saint-Pierre-et-Miquelon : rectorat de Caen ;

Wallis-et-Futuna : vice-rectorat de Nouvelle-Calédonie ;

- Les candidats résidant dans un pays étranger ou dans un état de l'Espace économique européen s'inscrivent auprès de l'académie de leur choix.

Toutefois, ceux qui résident au Maroc s'inscrivent auprès de l'académie de Poitiers et ceux en Tunisie auprès de l'académie de Nice.

À partir du site Internet du ministère de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, les candidats, après avoir sélectionné leur collectivité ou leur pays de résidence (Maroc ou Tunisie), accèdent directement, pour leur inscription, sur le serveur de l'académie ou du vice-rectorat dont ils relèvent.

1.4.2.2 Candidats à un concours ou à un examen professionnalisant réservé

Les candidats à un recrutement réservé doivent obligatoirement s'inscrire auprès du recteur de l'académie ou auprès du vice-rectorat de la collectivité d'outre-mer ou en Nouvelle-Calédonie ou à Mayotte où est située leur résidence administrative.

Les candidats placés en congé en application des dispositions des titres III, IV, V et VI du [décrit n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié](#) relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'état ou qui ont été licenciés après le 31 mars 2011, ou dont le contrat a pris fin entre le 1er janvier et le 31 mars 2011 s'inscrivent dans l'académie de leur résidence personnelle.

2. Situation des candidats atteints d'un handicap et des bénéficiaires de l'obligation d'emploi

Les candidats dont la qualité de travailleur handicapé a été reconnue par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées et les bénéficiaires de l'obligation d'emploi cités aux 2°, 3°, 4°, 9°, 10° et 11° de l'[article L. 5212-13 du code du travail](#) peuvent bénéficier de dispositions particulières. Deux voies de recrutement leur sont offertes :

- les concours, pour lesquels des aménagements d'appréhension peuvent être accordés ;
- la voie contractuelle ouverte aux candidats non fonctionnaires qui justifient des mêmes conditions de diplômes ou d'équivalence que celles exigées pour les concours externes. Dans ce cadre, et afin de garantir l'égalité des chances dans l'accès à l'emploi des personnels handicapés, des postes sont réservés. À cette voie de recrutement prévue par le [décrit n° 95-979 du 25 août 1995 modifié](#) relatif au recrutement des travailleurs handicapés dans la fonction publique de l'état.

Les aménagements d'appréhension des concours de recrutement doivent permettre aux personnes atteintes d'un handicap permanent et dont les moyens physiques sont diminués de concourir dans les mêmes conditions que les autres candidats, sans leur donner un avantage de nature à rompre la règle d'égalité entre les candidats en application des dispositions de l'article 27 de la [loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée](#) portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'état.

Les aménagements doivent être demandés au moment de l'inscription. Ils sont accordés par le

service organisateur du concours aprÃ's la production dÃ'un justificatif attestant lÃ'appartenance Ã lÃ'une des catÃgories prÃcitÃes et dÃ'un certificat mÃdical qui prÃcise les amÃnagements souhaitÃs. Ce certificat est dÃlivrÃ par un mÃdecin agrÃÃ, dÃsignÃ par lÃadministration, en application de l'article 20 du dÃcret nÃ° 86-442 du 14 mars 1986 relatif Ã la dÃsignation des mÃdecins agrÃÃs et notamment aux conditions dÃaptitude physique pour lÃadmission aux emplois publics. Un formulaire spÃcifique est fourni sur demande par le service chargÃ des inscriptions.

Dans lÃhypothÃse oÃ1 le handicap Ãvoluerait entre la demande dÃamÃnagement des Ãpreuves et la date de leur dÃroulement, le candidat doit fournir les documents complÃmentaires dans les dÃlais qui permettent, le cas ÃchÃant, leur Ãventuelle prise en compte.

Ces amÃnagements ne sont pas accordÃs automatiquement aux personnes qui en font la demande, mais sont fonction de la nature du handicap. Ils permettent notamment dÃadapter la durÃe et le fractionnement des Ãpreuves aux moyens physiques des candidats ou de leur apporter les aides humaines et techniques nÃcessaires.

En cas de rÃussite au concours et prÃalablement Ã leur nomination, les laurÃats seront convoquÃs par lÃadministration pour une visite mÃdicale auprÃs dÃ'un mÃdecin agrÃÃ compÃtent en matiÃre de handicap, qui se prononcera Ã la fois sur lÃaptitude physique du candidat et sur la compatibilitÃ du handicap avec les fonctions sollicitÃes.

LorsquÃun candidat relevant de lÃune des catÃgories mentionnÃes aux 1Ã°, 2Ã°, 3Ã°, 4Ã°, 9Ã°, 10Ã° et 11Ã° de l'article L. 5212-13 du code du travail nÃest pas, en raison de son handicap, en mesure dÃobtenir les attestations en secourisme et en natation exigÃes pour se prÃsenter au concours de recrutement de professeur des Ãcoles, il peut Ãtre dispensÃ de lÃune ou de lÃautre, ou de ces deux attestations, par un mÃdecin agrÃÃ. Cependant, la nature du handicap ne doit pas Ãtre incompatible avec les fonctions de professeur des Ãcoles, en application des dispositions de l'article 5 de la [loi nÃ° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiÃe](#), portant droits et obligations des fonctionnaires.

3. Dispense des Ãpreuves dÃadmissibilitÃ des concours externes du Capes et du Capet susceptible dÃtre accordÃe aux ÃlÃves des Ãcoles normales supÃrieures (ENS)

Aux termes du deuxiÃme alinÃa de l'article 23 du dÃcret nÃ° 72-581 du 4 juillet 1972 modifiÃ par fixant le statut particulier des professeurs certifiÃs, les ÃlÃves des Ãcoles normales supÃrieures de **Lyon**, dÃUlm, de **Cachan** (et de son antenne de **Rennes**), recrutÃs sur **concours national** et qui bÃnÃficient du statut de fonctionnaire-stagiaire, titulaires de lÃun des titres ou diplÃmes requis des candidats aux concours externes du Capes ou du Capet peuvent Ãtre dispensÃs des Ãpreuves dÃadmissibilitÃ, par le ministre chargÃ de lÃÃducation nationale. Ils formulent leur demande par Internet en mÃme temps que leur inscription au concours.

Cette disposition ne sÃapplique pas aux anciens ÃlÃves, aux Ãtudiants admis pour suivre une formation licence-master ou une prÃparation au concours de lÃagrÃgation.

4. VÃrification par lÃadministration des conditions requises

4.1 PiÃces justificatives Ã fournir

Pour toute correspondance, l'adresse postale ou l'adresse électronique indiquées par les candidats lors de leur inscription pourront être prises en considération. Ces adresses doivent être des adresses permanentes qui seront utilisées pour toute la période d'organisation du recrutement pouvant aller jusqu'à septembre 2016. Les candidats doivent prendre toutes dispositions pour que les courriers électroniques et postaux puissent leur parvenir. Il n'y a pas de réclamation possible.

Lors de son inscription, le candidat :

- atteste avoir pris connaissance des conditions générales d'accès à la fonction publique et de toutes les conditions requises par la réglementation du concours disponible sur Siac. Il certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements fournis ;
- s'engage à fournir, au service chargé de l'inscription, et à la date indiquée, toutes les pièces justificatives qui lui seront demandées.

L'adresse postale pourra notamment être utilisée par l'administration pour adresser une lettre de rappel en recommandé avec accusé de réception demandant les pièces justificatives aux candidats qui ne les auraient pas fournies. Cette relance pourra également être effectuée de manière dématérialisée.

4.2 Vérification des pièces justificatives

La vérification, par l'administration, des conditions requises pour concourir doit intervenir au plus tard à la date de nomination (date de la signature de l'arrêté de nomination en qualité de stagiaire pour les professeurs de l'enseignement public et date de signature du contrat provisoire pour ceux de l'enseignement privé) en application des dispositions de l'article 20 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État.

Il ressort de cette disposition que :

- la convocation et la participation des candidats aux preuves ne prétendent pas de la recevabilité de leur demande d'inscription ;
- lorsque le caractère des pièces fournies montre que des candidats ne remplissent pas les conditions requises pour faire acte de candidature, ils ne peuvent ni figurer, ni être maintenus sur la liste d'admissibilité ou sur la liste d'admission, ni être nommés en qualité de stagiaire (enseignement public), ni bénéficier d'un contrat provisoire (enseignement privé), qu'ils aient ou non de bonne foi.

Le plus grand soin doit être apporté aux pièces jointes dont les services vérifieront le contenu le plus tôt possible.

Toute infraction au règlement, toute fraude ou tentative de fraude, soit dans les renseignements fournis lors de l'inscription, soit au cours des preuves d'admissibilité ou d'admission entraînera l'exclusion du candidat sans préjudice des sanctions pénales et éventuellement disciplinaires si l'est agent public.

5. Conditions générales d'accès à la fonction publique

Les candidats aux concours doivent remplir les conditions générales d'accès à un emploi public (notamment la nationalité, la jouissance des droits civiques, l'absence de condamnation incompatible avec l'exercice des fonctions postulées, et la position régulière au regard des obligations du service national) fixées par les articles 5 et 5 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires au plus tard :

- soit à la date de la première preuve décrite ;
- soit à la date d'envoi du dossier Raep fixé par la date d'ouverture des recrutements (recrutements régis et concours internes).

Il en est de même pour les candidats à un contrat dans les établissements d'enseignement privés sous contrat en application de l'article R. 914-14 du code de l'éducation.

6. Conditions particulières des concours statutaires

Les conditions particulières de diplôme ou de titre, de qualité et de services fixées par les décrets statutaires des personnels enseignants du premier degré, du second degré et de conseillers principaux d'éducation sont fixées par la date de publication des résultats d'admissibilité du concours qui sera portée à la connaissance des candidats sur le « publinet » (site de chaque académie organisatrice pour les concours du 1er degré et <http://publinetce2.education.fr> pour les concours du 2nd degré). Il en est de même pour les concours correspondants de l'enseignement privé sous contrat.

Toutefois, les conditions d'inscription aux concours externe et interne de conseillers d'orientation-psychologues sont fixées par la date de clôture des registres d'inscription aux concours.

Les conditions exigées des candidats au premier concours interne de recrutement de professeurs des écoles et au concours correspondant de l'enseignement privé sont fixées au 1er septembre de l'année précédant le concours soit, pour la session 2016, le 1er septembre 2015.

Les candidats sont invités à consulter sur le site du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, les conditions d'accès d'inscription aux concours de professeurs des écoles (Siac 1 : <http://www.education.gouv.fr/siac1>) ou de personnels de l'enseignement du 2nd degré (Siac 2 : <http://www.education.gouv.fr/siac2>).

7. Conditions de candidature aux concours régis et aux examens professionnalisés régis

Les candidats sont invités à consulter sur le site du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche les conditions d'accès d'inscription aux recrutements régis.

L'attention des candidats est particulièrement appelée concernant les conditions d'ancienneté (cf. page 18 de ce document).

Ces conditions sont également rappelées en annexe de la présente note.

8. Délai de dépôt des preuves des concours

Autorisation d'absence pour les agents

Les deux jours d'absence qui peuvent être accordés doivent précocer immédiatement le premier jour du concours et porter sur des jours ouvrables (dont le samedi), que les candidats soient ou non en fonctions ces jours-là et quelle que soit leur quotient hebdomadaire de travail.

Lorsque les deux jours qui précèdent les preuves d'admissibilité sont situés pendant les vacances scolaires, il ne peut être accordé d'autorisation d'absence.

8.1 Organisation des preuves critères d'admissibilité des concours statutaires

8.1.1 Calendriers des preuves d'admissibilité des concours du premier et second degrés

Concours de professeurs des écoles (enseignement public et privé) :

- premier concours interne et Caer : mercredi 16 mars 2016 ;
- concours externes, concours externes spéciaux, seconds concours internes, seconds concours internes spéciaux et troisièmes concours et CAER correspondants : lundi 18 et mardi 19 avril 2016.

Concours du second degré (enseignement public et privé)

Agrégations :

- concours externe : du mardi 1er au vendredi 18 mars 2016 ;
- concours interne et Caer : du mardi 26 au vendredi 29 janvier 2016.

Capeps :

- concours externe et Cafep : lundi 11 et mardi 12 avril 2016 ;
- concours interne et Caer : mardi 2 février 2016.

Capes :

- concours externe et Cafep : du mardi 29 mars au vendredi 8 avril 2016 ;
- concours interne et Caer : mardi 2 février 2016 pour les sections documentation et éducation musicale et chant

choral ;

- troisième concours et troisième Cafep : du mardi 29 mars au vendredi 8 avril 2016.

Capet :

- concours externe et Cafep : mardi 22 et mercredi 23 mars 2016, à l'exception des épreuves de la section arts appliqués qui auront lieu le lundi 11 et mardi 12 avril 2016.

CAPLP :

- concours externe et Cafep : lundi 11 et mardi 12 avril 2016.

CPE (enseignement public) :

Concours externe : mardi 22 et mercredi 23 mars 2016.

Cop (enseignement public) :

- concours externe et interne : mercredi 3 et jeudi 4 février 2016.

Les calendriers d'établissements des épreuves officielles sont publiés, pour chaque concours, sur le site Internet du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche à l'adresse <http://www.education.gouv.fr/siac1> ou <http://www.education.gouv.fr/siac2>

8.1.2 Horaires des épreuves des concours du second degré

L'heure d'ouverture des enveloppes contenant les sujets est celle de Paris. Les centres d'épreuves pour lesquels il existe un décalage horaire important par rapport au fuseau horaire de rentrée peuvent décider de faire décaler les épreuves jusqu'à deux heures et trente minutes avant ou après la métropole. Il en résulte, pour les candidats, une obligation de ne pas quitter la salle de composition qui peut être supérieure à celle indiquée au § 8.1.7 ci-dessous.

Les horaires sont précisés par chaque centre d'épreuves sur les convocations individuelles.

8.1.3 Convocation des candidats

Les candidats sont convoqués au plus tard dix jours avant le début des épreuves par le service des examens et concours dont dépend le centre où ils sont autorisés à composer.

L'heure et le jour de chaque épreuve officielle sont publiés, sur le site Internet du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche à l'adresse <http://www.education.gouv.fr/siac1> ou <http://www.education.gouv.fr/siac2>, aucun candidat ne peut déposer de réclamation au motif qu'il n'aurait pas reçu sa convocation.

Pour les épreuves d'une durée supérieure à 6 heures, les candidats sont invités à prendre un repas froid qui sera pris sur place pendant le déroulement des épreuves et qui ne donnera en aucun cas droit à allongement de la durée fixée pour ces épreuves.

8.1.4 Accès des candidats aux salles de composition

- Les candidats munis de leur convocation doivent justifier de leur identité par la présentation d'une pièce d'identité en cours de validité avec photographie.

- Les candidats ressortissants de pays hors Union européenne et Espace économique européen, en instance d'acquisition de la nationalité française par décret au moment de l'inscription au concours, doivent justifier de la décession d'acquisition ou de réintégration par une photocopie du Journal officiel ou une ampliation du décret, en portant dans la salle le jour de la première épreuve du concours.

Si tel n'est pas le cas, ils sont autorisés à composer à titre conditionnel, mais devront produire une photocopie du décret au plus tard dans la semaine qui suit l'épreuve. Il faut, leur candidature sera annulée.

- L'accès aux salles de composition à crité est strictement interdit à tout candidat qui se présente après l'ouverture des enveloppes contenant les sujets, quel que soit le motif du retard.

- Le fait de ne pas participer à une épreuve ou à une partie d'une épreuve, de sauter une partie en retard après l'ouverture des enveloppes contenant les sujets, entraîne l'élimination du candidat.

8.1.5 Matériel autorisé

- Les candidats ne doivent être porteurs d'aucun document ou matériel, hormis ceux qui ont été expressément autorisés et dont la liste a été jointe à la convocation, figure sur la liste du matériel autorisé ainsi que sur la page de couverture du sujet, notamment l'autorisation d'utiliser ou non une calculatrice, ainsi qu'une tablette.

- Doivent être regroupés à l'endroit indiqué par le(s) surveillant(s) les sacs, porte-documents, cartables, ainsi que tout matériel et document non autorisé, afin que les candidats ne puissent pas y avoir accès pendant la durée de l'épreuve. Les téléphones portables, tablettes ou phablettes et appareils permettant l'accès de fichiers audio doivent être impérativement éteints. Ils sont soit rangés dans le sac du candidat soit remis aux surveillants de salle car les candidats ne doivent avoir aucune communication entre eux ou avec l'extérieur durant l'épreuve.

Aussi, l'utilisation des téléphones portables, tablettes ou phablettes et, plus largement, de tout appareil permettant des échanges ou la consultation d'informations, est interdite et est susceptible de poursuites pour tentative de fraude.

- Les candidats doivent uniquement faire usage du papier fourni par l'administration, y compris pour les brouillons.

- Les conditions d'utilisation des calculatrices sont définies par la circulaire n° 99-186 du 16 novembre 1999.

8.1.6 Consignes relatives aux copies

Hormis sur l'en-tête, la copie qui est rendue ne doit, conformément au principe d'anonymat, comporter aucun signe distinctif, signature, nom, établissement, origine, etc.

Tout manquement à cette règle entraîne l'élimination du candidat.

- Les candidats doivent vérifier que le sujet qui leur est distribué est bien celui du concours, de la section et de l'option auxquels ils se sont inscrits. Si les candidats composent sur un sujet ne correspondant pas au concours/section/option choisis lors de leur inscription leur copie n'est pas soumise à correction et ils sont, en conséquence, éliminés.

- Pour les épreuves à options, les candidats doivent traiter le sujet correspondant à l'option choisie par eux lors de leur inscription. Dans le cas contraire, le candidat est éliminé.

- Chaque candidat doit inscrire sur l'en-tête de sa feuille de composition les éléments liés à son identité et au concours postulé.

- Les candidats inscrits aux concours de l'enseignement privé de recrutement aux fonctions d'enseignant dans les établissements d'enseignement privé sous contrat du second degré ne doivent en aucun cas indiquer Caer, Cafep ou troisième Cafep, mais mentionner uniquement « concours interne », « concours externe » ou « troisième concours ». Cette disposition s'applique également aux concours de l'enseignement privé du premier degré.

- Les candidats qui remettent une copie blanche ou qui omettent, volontairement ou non, de rendre leur copie à l'issue de l'épreuve, sont éliminés du concours.

- Les brouillons ne doivent pas être joints aux copies.

Toute copie rendue après la fin de la durée réglementaire de l'épreuve fera l'objet d'une mention consignée au procès-verbal du déroulement de l'épreuve. Cette situation pourra entraîner l'annulation de la copie par l'administration sur proposition du président du jury du concours.

Les éléments d'une copie (écriture, croquis, tableaux) ne doivent pas dépasser le cadre de la feuille mise à la disposition des candidats.

8.1.7 Discipline du concours

- Les candidats aux concours de professeurs des écoles ne sont pas autorisés à quitter la salle de composition avant la fin de la première heure de composition.

- Les candidats aux concours du second degré ne peuvent quitter la salle que deux heures et trente minutes après le début de l'épreuve, sous réserve des dispositions particulières prévues dans certains centres dont les épreuves commencent avant l'heure de début des épreuves à Paris (cf. § 8.1.2).

- Aucun candidat ne doit quitter définitivement la salle sans remettre sa copie et signer la liste d'émargement.

8.1.7.1 Tout candidat troublant par son comportement le déroulement d'une preuve est immédiatement mis en demeure de cesser de la perturber et peut, éventuellement, être invité à quitter temporairement la salle, sous la conduite d'un surveillant, le temps de recouvrer son calme. Cet incident est consigné au procès-verbal et le candidat risque, s'il persiste, l'exclusion de la preuve. Il ne peut être autorisé à continuer à composer que s'il donne toute assurance qu'il le fera sans gêner, à nouveau, les autres candidats.

8.1.7.2 Selon les dispositions des fixant les modalités des concours de professeurs des écoles, enseignants du second degré et de conseillers principaux d'éducation et de l'arrêté du 28 décembre 2009 modifiant fixant les modalités des concours de l'agriculture, toute infraction au règlement, toute fraude ou toute tentative de fraude démont constatées entraînent l'exclusion du concours, sans préjudice de l'application, le cas échéant, des dispositions prévues par la loi du 23 décembre 1901 modifiant réprimant les fraudes dans les examens et concours publics et de la sanction disciplinaire éventuellement encourue si le candidat est déjà au service d'une administration. La même mesure peut être prise contre les complices de l'auteur principal de la fraude ou de la tentative de fraude.

Aucune sanction immédiate n'est prise en cas de flagrant délit.

Aucune démission ne peut être prise sans que l'intéressé ait été convoqué et mis en état de présenter des éclaircissements d'explication.

L'exclusion du concours est prononcée par le jury pour les concours de recrutement de professeurs des écoles, par le ministre chargé de l'éducation, sur proposition du président du jury pour les concours du second degré.

La démission motivée est notifiée sans délai à l'intéressé par lettre recommandée avec accusé de réception.

Toute copie ou dossier Raep apparaissant suspect en cours de correction est signalé par le correcteur au président du jury. En cas de fraude reconnue, son auteur est exclu du concours dans les conditions prévues par les arrêtés prédictifs du 19 avril 2013 et du 28 décembre 2009.

8.1.8 Centres des preuves crites d'admissibilité

8.1.8.1 Concours du premier degré

La liste des centres d'épreuves est fixée par le recteur d'académie en application des dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 19 avril 2013 fixant les modalités d'organisation des concours de recrutement de professeurs des écoles. Il n'est pas ouvert de centres d'épreuves à l'étranger, dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie, hormis à Mayotte pour le premier concours interne.

8.1.8.2 Concours du second degré

Les Œpreuves Œcrites dâ€™admissibilitÃ© se dÃ©roulent dans les centres dont la liste est fixÃ©e par lâ€™arrÃªtÃ© dâ€™ouverture de chaque concours.

Elles ont lieu en gÃ©nÃ©ral, au chef-lieu de chaque acadÃ©mie. Toutefois, pour des raisons dâ€™organisation, les Œpreuves de certains concours peuvent avoir lieu en dehors du chef-lieu ou dans un nombre limitÃ© de centres.

Sont numÃ©rÃ©s les centres dâ€™Œpreuves dâ€™admissibilitÃ© susceptibles dâ€™Ãªtre ouverts dans les collectivitÃ©s dâ€™outre-mer, en Nouvelle-CalÃ©donie, Ã Mayotte ou lâ€™Ã©tranger :

Mayotte : Dzaoudzi-Mamoudzou ;

Nouvelle-CalÃ©donie : NoumÃ©a ;

PolynÃ©sie franÃ§aise : Papeete

Saint-BarthÃ©lemy, Saint-Martin : Pointe-Ã -Pitre (Guadeloupe) ;

Saint-Pierre-et-Miquelon : Saint-Pierre ;

Wallis-et-Futuna : Mata-Hutu ;

Tunisie : Tunis ;

Maroc : Rabat.

8.1.9 Changement de centres dâ€™Œpreuves Œcrites dâ€™admissibilitÃ©

8.1.9.1 Concours du premier degrÃ©

Les professeurs des Ã©coles sont recrutÃ©s par voie de concours dÃ©concentrÃ©s au niveau acadÃ©mique, en application de lâ€™article 4 du dÃ©cret statutaire nÃ 90-680 du 1er octobre 1990 modifiÃ©. Il ressort de ces dispositions que les candidats au CRPE doivent sâ€™inscrire au titre dâ€™une acadÃ©mie.

Aucune modification de lâ€™acadÃ©mie dâ€™inscription ne peut Ãªtre acceptÃ©e postÃ©rieurement au **jeudi 15 octobre 2015 Ã minuit, heure de Paris**, car elle Ã©quivaudrait Ã une inscription hors dÃ©clai.

Le mÃªme principe sâ€™applique aux candidats du premier concours interne qui sont recrutÃ©s au niveau dÃ©partemental.

8.1.9.2 Concours du second degrÃ©

Les candidats sont tenus de subir les Œpreuves Œcrites dans lâ€™acadÃ©mie oÃ¹ ils doivent sâ€™inscrire eu Ã©gard Ã leur rÃ©sidence administrative ou personnelle. En raison dâ€™un fait exceptionnel et/ou imprÃ©visible, ils peuvent, toutefois, prÃ©senter une demande de transfert dÃ »ment motivÃ©e.

Concours et recrutement 2016

Pour des raisons tenant à la régularité des opérations de concours de recrutement, les demandes seront adressées aux services de l'académie ou du vice-rectorat dans l'inscription qui donnera son autorisation, en accord avec l'académie où le candidat souhaite passer les épreuves, après appréciation de la nature de la demande et du déclai dont il dispose par rapport à la date des épreuves.

8.1.10 Epreuve dans l'admissibilité des concours internes du Capes, Capet, CAPLP et CPE

Conformément aux dispositions des arrêtés du 19 avril 2013, l'épreuve d'admissibilité consiste en l'étude par le jury dans un dossier de reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle (RAEP) établi par le candidat.

Le dossier de Raep devra être adressé, en **double exemplaire**, à l'adresse :

Logistics

Bâtiment A - Zac des Haies-Blanches

9/11, rue des Haies-Blanches

91830 Le Coudray-Montceaux

Les candidats devront préciser sur l'enveloppe dans l'édition intitulée du concours et de la section choisie.

En cas d'inscription à plusieurs concours, l'envoi de chaque dossier doit être effectué dans une enveloppe dans l'édition distincte pour chaque concours.

Pour tous les concours, l'envoi doit obligatoirement être effectué en recommandé simple au plus tard **le lundi 30 novembre 2015**, le cachet de la poste faisant foi. Cet envoi peut également être effectué par voie dématérialisée.

Les candidats devront obligatoirement utiliser comme page de couverture du dossier de Raep le document qui doit être signé ou enregistré à l'issue de l'inscription par Internet.

Le fait de ne pas faire parvenir le dossier dans le déclai et selon les modalités ainsi fixées entraînera l'élimination du candidat.

8.1.11 %preuve dans l'admission du concours interne des conseillers dans l'orientation-psychologues (Cop)

En vue de l'épreuve dans l'admission dans l'entretien avec le jury portant sur l'étude dans un rapport dans l'activité, les candidats admissibles au concours interne doivent établir un rapport dans l'activité. Ce rapport sera obligatoirement adressé par voie électronique (fichier au format PDF), au plus tard à la date indiquée sur publinetce2.education.fr à l'adresse suivante : dgrh.crecop@education.gouv.fr.

Un accusé de réception électronique en confirmera la réception. Tout rapport transmis hors déclai

entraîne l'élimination du candidat.

8.1.12 %preuve d'admission du concours externe des conseillers principaux d'education

La preuve de mise en situation professionnelle prend appui sur un dossier dactylographié de dix pages au plus, annexes incluses, à déposer par le candidat. Ce dossier sera obligatoirement transmis au jury par voie électronique (fichier au format PDF) au moins quinze jours avant le début des preuves d'admission dont la date est indiquée sur publinetce2.education.fr à l'adresse suivante : dgrh.cpe-externe@education.gouv.fr

Un accusé de réception électronique en confirmera la réception. Tout rapport transmis hors délai entraîne l'élimination du candidat.

8.2. %preuve d'admissibilité des concours rattachés d'accès aux corps des professeurs certifiés, de professeurs d'EPS, de CPE, de Cop et %preuve d'admission des examens professionnalisés rattachés d'accès aux corps des PLP et des professeurs des écoles

Les arrêtés du 28 décembre 2012 fixent les modalités d'organisation d'une part, des concours rattachés d'accès aux corps des professeurs certifiés, d'éducation physique et sportive, de conseillers principaux d'education et de conseillers d'orientation-psychologues et, d'autre part, des examens professionnalisés rattachés d'accès aux corps de professeurs de lycée professionnel et de professeurs des écoles.

La preuve d'admissibilité des concours rattachés consiste en l'étude par le jury d'un dossier de reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle (Raep) établi par le candidat.

Le examen professionnalisé rattaché est constitué d'un entretien avec le jury. En vue de cette preuve, le candidat doit établir un dossier de reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle (Raep).

Le dossier de reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle doit être adressé par le candidat par voie postale et en recommandé simple au plus tard le **lundi 30 novembre 2015**, le cachet de la poste faisant foi.

Le fait de ne pas faire parvenir le dossier dans le délai et selon les modalités ainsi fixées entraînera l'élimination du candidat.

Les candidats devront obligatoirement utiliser comme page de couverture du dossier de RAEP le document qui doit être imprimé à l'issue de l'inscription par Internet.

8.2.1 Recrutements rattachés donnant accès à un corps de personnels de l'enseignement du second degré

Le dossier de RAEP devra être adressé, en **deux exemplaires**, à l'adresse :

Logâ€TMins-Nd Logistics

Bâtiment A - Zac des Haies-Blanches

9/11, rue des Haies-Blanches

91830 Le Coudray-Montceaux

Les candidats devront prâ€Ciser sur lâ€TMenveloppe dâ€TMexpâ€Cdition lâ€TMintitulâ€C du concours et de la section choisie.

8.2.2 Examen professionnalisâ€C râ€Cservâ€C de recrutement de professeurs des â€Coles

Le dossier de Raep devra â€atre adressâ€C, en **trois exemplaires**, à la division des examens et concours du rectorat de lâ€TMacadâ€Cmie qui a enregistrâ€C lâ€TMinscription.

8.3 Dâ€Croulement des â€Cpreuves dâ€TMadmission des concours et des recrutements râ€Cservâ€Cs

8.3.1 Professeurs des â€Coles

Les calendriers sont portâ€Cs à la connaissance des candidats par les acadâ€Cmies organisatrices des â€Cpreuves. Ils sont disponibles sur le site Internet de lâ€TMacadâ€Cmie organisatrice du concours.

Les candidats sont convoquâ€Cs individuellement par le service des examens et concours responsable de lâ€TMorganisation des â€Cpreuves.

Les candidats sont tenus de subir les â€Cpreuves dâ€TMadmission dans le centre ou les centres qui seront dâ€Cterminâ€Cs par le service des examens et concours de lâ€TMacadâ€Cmie dâ€TMinscription.

8.3.2 Concours de personnels de lâ€TMenseignement du second degrâ€C

Les candidats admissibles aux concours et les candidats à lâ€TMexamen professionnalisâ€C râ€Cservâ€C de professeurs de lycâ€Ce professionnel qui ont adressâ€C un dossier de Raep dans les dâ€Ctâ€Cs et selon les modalitâ€Cs dâ€Crites au Â§ 8.2 supra sont convoquâ€Cs individuellement aux â€Cpreuves dâ€TMadmission, par courrier et/ou sur Â« publinet Â». En cas dâ€TMurgence, ils sont contactâ€Cs par courriel.

Les candidats qui nâ€TMauraient pas reâ€Ss leur convocation dix jours avant le dâ€Cbut des â€Cpreuves sont invitâ€Cs à prendre contact avec le ministâ€re de lâ€TMâ€Cducation nationale, de lâ€TMenseignement supâ€Crieur et de la recherche, direction gâ€Cnâ€Crale des ressources humaines - sous-direction du recrutement - 72, rue Regnault 75243 Paris Cedex 13 :

Bureau DGRH D3 : Concours enseignants du second degrâ€C de lettres, dâ€TMhistoire-gâ€Cographie, de langues, dâ€TMâ€Cconomie et gestion, de conseillers principaux dâ€TMâ€Cducation (tel : 01.55.55.42.03).

Bureau DGRH D4 : Concours enseignants du second degrÃ© des disciplines scientifiques, des sciences et techniques industrielles, dâ€™EPS, des arts et de conseillers dâ€™orientation-psychologues (tel : 01.55.55.44.51).

Il est prÃ©cisÃ© que les candidats doivent se conformer aux indications qui leur sont fournies sur leur convocation. Aucun changement de date ou dâ€™heure de passage des Ã©preuves ne pourra Ãªtre acceptÃ©.

Le cas Ã©chÃ©ant, la liste des documents que les candidats pourront utiliser pour chaque Ã©preuve sera indiquÃ©e sur leur convocation.

Les candidats doivent :

- justifier de leur identitÃ© par la prÃ©sentation dâ€™une piÃ¨ce dâ€™identitÃ© en cours de validitÃ©, avec photographie ;
- se conformer aux indications du jury relatives, notamment, au papier Ã utiliser, aux documents et matÃ©riels autorisÃ©s, ainsi quâ€™au temps de prÃ©paration.

9. RÃ©sultats des concours

9.1 Concours du premier degrÃ©

Les listes dâ€™admissibilitÃ© et dâ€™admission aux concours statutaires sont affichÃ©es dans les services acadÃ©miques chargÃ©s de lâ€™organisation du concours et peuvent Ãªtre consultÃ©es sur le site Internet de lâ€™acadÃ©mie.

La liste dâ€™admission Ã lâ€™examen professionnalisÃ© rÃ©servÃ© peut Ãªtre consultÃ©e sur le site Internet de lâ€™acadÃ©mie.

9.2 Concours du second degrÃ©

DiffÃ©rentes informations sont accessibles sur le site Internet : publinetce2.education.fr Ã la rubrique « publinet » :

- les calendriers prÃ©visionnels de proclamation des rÃ©sultats dâ€™admissibilitÃ© et dâ€™admission ;
- les dates et lieux des Ã©preuves dâ€™admission ;
- les rÃ©sultats dâ€™admissibilitÃ© et dâ€™admission ;
- les listes des candidats convoquÃ©s Ã lâ€™examen professionnalisÃ© rÃ©servÃ© dâ€™accÃ©s au corps des PLP.

Aucun rÃ©sultat nâ€™est donnÃ© par tÃ©lÃ©phone.

9.3 Relevé de notes et décisions du jury

Sur le site Internet : publinetce2.education.fr les candidats peuvent consulter et imprimer les notes qu'ils ont obtenues aux épreuves des concours statutaires et la note obtenue à la preuve orale d'admission des recrutements servis :

- après la proclamation des résultats de l'admissibilité, lorsqu'ils n'ont pas obtenu de certificat d'admission ;
- après la proclamation des résultats d'admission, qu'ils soient admis ou non admis.

Aucun relevé de notes n'est adressé par voie postale.

9.4 Communication des copies, des dossiers de Raep et des appréciations

9.4.1 Principes généraux

La appréciation de la qualité des prestations des candidats à un concours relève de la compétence souveraine du jury. Ses décisions sont insusceptibles de recours devant les juridictions administratives, dès lors que les jurys ont fonctionné et délibéré de façon régulière.

Les jurys ne sont pas tenus d'établir des appréciations sur les prestations des candidats, leur jugement étant concrétisé par la seule attribution d'une note chiffrée. Les candidats qui ont reçu une communication de la note définitive ne tiennent d'aucune disposition le droit de recevoir également une communication des appréciations provisoires des correcteurs et des motifs sur lesquels sont fondées les décisions du jury pour l'arrêter.

Le principe de souveraineté du jury ne peut être mis en cause quand bien même les notes qu'il a attribuées apparaissent dans des résultats différents d'autres résultats obtenus par le candidat au cours de sa formation.

9.4.2 Communication des copies

Les copies ne comportent aucune annotation ou appréciation. Elles sont soumises à une double correction, après avoir été rendues anonymes. Il n'existe pas de procédure permettant d'en obtenir une nouvelle correction.

Il est souligné que la communication des copies n'est pas de nature à entraîner la remise en cause de la note ni du résultat final du concours.

9.4.2.1 Communication de copies des concours du premier degré

Après la proclamation des résultats d'admission, les candidats peuvent obtenir la copie d'une ou de plusieurs de leurs épreuves évaluées en adressant leur demande au service académique chargé de l'organisation du concours.

La demande devra précisiser le concours, le nom de famille (nom de naissance), le numéro d'inscription et être accompagné d'une enveloppe (format 21 x 29,7 cm) affranchie au tarif en vigueur pour un poids allant jusqu'à 250 g portant l'adresse du candidat.

9.4.2.2 Communication des copies des concours du second degré

Les candidats peuvent obtenir leurs copies des preuves crites en adressant leur demande au ministère chargé de l'éducation nationale, dont les coordonnées figurent au § 8.3.2.

La demande doit préciser le concours, la discipline concernée, le nom de famille (nom de naissance), le numéro d'inscription, l'adresse électronique du candidat et être accompagné d'une enveloppe (format 21 x 29,7 cm) affranchie au tarif en vigueur pour un poids allant jusqu'à 250 g portant l'adresse du candidat.

L'envoi des copies est effectué après la proclamation des résultats d'admission.

Compte tenu des calendriers des concours et du nombre de candidats, cet envoi ne sera effectué qu'à partir du mois de septembre.

9.4.2.3 Dossiers de Raep des concours internes et des recrutements servis

Les dossiers ne comportent aucune annotation ou appréciation.

Les candidats sont informés que leur dossier de Raep sera conservé par l'administration et qu'il ne leur sera pas adressé de photocopie.

9.4.3 Communication des appréciations

Aucune disposition n'exige des membres des jurys qu'ils consignent par écrit les appréciations qu'ils ont pu porter sur la prestation des candidats pendant le déroulement des preuves orales, ni n'oblige ces mêmes membres à conserver les documents utilisés.

9.4.4 Rapports des jurys des concours du premier et second degré

Les rapports des jurys de la session 2016 seront diffusés comme suit à l'issue de la session.

Concours du premier degré : ils sont publiés sur le serveur de chaque académie organisatrice des recrutements. La possibilité est offerte d'en prendre connaissance sur le site du ministère à l'adresse : <http://www.education.gouv.fr/siac1>

Concours du second degré : ils sont publiés sur le site du ministère à l'adresse : <http://www.education.gouv.fr/siac2>

Pour la ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et par déclatation,

Le chef de service, adjoint à la directrice générale des ressources humaines,
Philippe Santana

Annexe

Conditions de candidature aux concours recrutements de personnels enseignants des premier et second degrés, de conseillers principaux d'orientation-psycho

logues - session 2016

Conformément à l'article 1er de la loi du 12 mars 2012 modifiant la législation relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique, ces recrutements pourront être ouverts jusqu'à au 12 mars 2016.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux agents licenciés pour insuffisance professionnelle ou faute disciplinaire après le 31 décembre 2010 (article 2, IV de la loi du 12 mars 2012).

Le décret n° 2012-1513 du 28 décembre 2012 relatif à l'ouverture des recrutements de personnels enseignants pour certains corps de fonctionnaires relevant du ministre chargé de l'éducation nationale a fixé, comme suit, la liste des corps et grades ouverts aux recrutements de personnels enseignants ainsi que le mode d'accès à chacun de ces corps :

- professeurs des écoles de classe normale : examen professionnalisé de recrutement ;
- professeurs certifiés de classe normale exerçant dans les disciplines d'enseignement général ou dans les disciplines d'enseignement technique : concours de recrutement ;
- professeurs d'éducation physique et sportive de classe normale : concours de recrutement ;
- professeurs de lycée professionnel de classe normale : examen professionnalisé de recrutement ;
- conseillers principaux d'éducation de classe normale : concours de recrutement ;
- conseillers d'orientation-psychologues : concours de recrutement.

Ces corps et grades sont accessibles, dans les conditions prévues à l'article 2 du décret du 3 mai 2012 relatif aux conditions d'éligibilité des candidats aux recrutements de personnels enseignants pour l'accès aux corps de fonctionnaires de l'État des catégories A, B et C et fixant les conditions générales d'organisation de ces recrutements en application de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012, aux agents contractuels relevant du ministre chargé de l'éducation nationale ou d'un de ses établissements publics ainsi qu'aux agents contractuels recrutés par les établissements d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur qui remplissent les conditions fixées aux articles 2 et 4 de la loi du 12 mars 2012.

Ces recrutements sont également accessibles, dans les mêmes conditions, aux agents contractuels relevant d'un groupement d'établissements créé en application de l'article L. 423-1 du code de l'éducation dans sa version antérieure à l'entrée en vigueur des dispositions de la loi du 17 mai 2011 ou qui est constitué, à la date de clôture des inscriptions, sous forme de groupement d'intérêt public en

application des dispositions du chapitre II de la loi du 17 mai 2011.

Le décret n° 2012-1512 du 28 décembre 2012 relatif à l'ouverture de recrutements servis pour l'accès aux échelles de la fonction publique contractuelle et agricoles de l'enseignement privé sous contrat relevant du ministre chargé de l'éducation nationale transpose aux maîtres d'établissements d'enseignement privé sous contrat les principes de titularisation fixés par la loi en leur offrant un accès à l'emploi de maître contractuel ou agricole des établissements d'enseignement privé sous contrat, dans le respect des principes fixés par la loi du 12 mars 2012 et selon des modalités identiques à celles retenues pour l'enseignement public.

Compte tenu du caractère professionnel de l'épreuve, les agents ont tout intérêt à candidater à l'accès au corps dont les missions se rapprochent le plus de celles qu'ils ont exercées en tant que contractuel.

Il est rappelé qu'en application des dispositions de l'article 4 du décret n° 2012-631 du 3 mai 2012 modifiant relatif aux conditions d'admissibilité des candidats aux recrutements servis, **les agents ne peuvent se présenter qu'à un seul recrutement servi au titre de la même session.**

Pour les recrutements donnant accès à un corps enseignant du second degré, les candidats ne peuvent s'inscrire que dans une seule section/option du corps choisi.

Les candidats sont invités à se reporter à l'annexe I de la [note de service n° 2012-200 du 17 décembre 2012](#) publiée au B.O. n° 47 du 20 décembre 2012 ou sur le site Internet du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche <http://www.education.gouv.fr/siac>.

Il est rappelé ci-après que l'essentiel des conditions exigées des candidats à un recrutement servi.

1 - Recrutements servis de l'enseignement public

1.1 Qualité administrative/fonctions	Date d'appréciation de la condition d'exercice des fonctions ou du bénéfice du congé (congés de maternité, de maladie, congés réguliers)
--------------------------------------	--

<p>Recrutement de l'enseignement public</p> <p>- Être contractuel de droit public recruté en application du dernier alinéa de l'article 3, de l'article 4 ou de l'article 6 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la FP de l'État, dans sa rédaction antérieure à celle résultant de la loi du 12 mars 2012.</p> <p>- Pour assurer des fonctions, dans un établissement public d'enseignement relevant du ministre chargé de l'Éducation nationale ou un établissement d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur en vue :</p> <p>Article 3- dernier alinéa</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'assurer le remplacement momentané de fonctionnaires ; - de faire face à la vacance d'un emploi. <p>Article 4</p> <ul style="list-style-type: none"> - de pourvoir des emplois du niveau de la catégorie A (besoin permanent). <p>Article 6</p> <p>1 - des fonctions correspondant à un besoin permanent qui impliquent un service à temps incomplet d'une durée n'excédant pas 70 % d'un service à temps complet,</p> <p>2 - des fonctions correspondant à un besoin saisonnier ou occasionnel.</p>	<p>Il n'est pas exigé des candidats qu'ils soient en fonction à la date de clôture des registres d'inscriptions pour qu'ils puissent être éligibles au dispositif d'accès à l'emploi titulaire.</p> <p>Ainsi, sont éligibles, sous réserve de remplir les conditions requises, ceux qui à la date du 31 mars 2011 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - étaient en activité ; - ou en position de congé en application des dispositions des titres III, IV, V et VI du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'État ; - ou en fonction entre le 1er janvier et le 31 mars 2011 et dont le contrat a pris fin pendant cette période.
--	--

Ne peuvent bénéficier des dispositions de la loi du 12 mars 2012 :

- les agents occupant un emploi relevant des 1er et 6ème de l'article 3 ou de l'article 5 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée ;
- les agents reçus par une disposition législative faisant exception au principe d'encadrement à l'article 3 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 précitée ;
- les agents recrutés par contrat dans le cadre d'une formation doctorale.

Sont en conséquence exclus du dispositif :

- les professeurs associés des établissements publics d'enseignement relevant du ministre chargé de l'éducation recrutés par le [décret n° 94-594 du 15 juillet 1994](#) ou le [décret n° 2007-322 du 8 mars 2007](#) (J.O. du 10 mars 2007) ;
- les personnels enseignants à l'étranger qu'ils exercent ou non dans des établissements scolaires français à l'étranger ;
- les assistants d'éducation recrutés en application de l'article L. 916-1 du code de l'éducation ;
- les maîtres d'internat et les surveillants d'externat ;
- les allocataires d'enseignement et de recherche régis par le décret n° 88-653 du 7 mai 1988 ;
- les attachés temporaires d'enseignement et de recherche (Ater) en formation doctorale régis par le [décret n° 88-654 du 7 mai 1988 modifié](#) ;
- les enseignants associés et invités régis par le [décret n° 91-267 du 6 mars 1991 modifié](#) ;
- les lecteurs et maître de langue régis par les [décrets n° 87-754](#) et [n° 87-755 du 14 septembre 1987 modifiés](#) ;
- les vacataires de l'enseignement supérieur régis par le [décret n° 87-889 du 29 octobre 1987 modifié](#) ;
- les allocataires de recherche recrutés conformément aux dispositions du [décret n° 85-402 du 3 avril 1985](#) ;
- les doctorants contractuels régis par le [décret n° 2009-464 du 23 avril 2009 modifié](#).

1.2 Qualité administrative et ancienneté de services publics exigée		
1.2.1 Contractuels des établissements d'enseignement publics justifiant d'un CDI	Durée exigée	Administration d'exercice et d'inscription

Concours et recrutement 2016

<p>- Avoir été en CDI au 31 mars 2011 avant la publication de la loi, sous réserve, pour les agents employés à temps incomplet, d'exercer à cette même date leurs fonctions pour une quotité de temps de travail au moins égale à 70 % d'un temps complet.</p>		<p>- Les candidats doivent s'inscrire aux recrutements réservés ouverts au sein du département ministériel dont ils relèvent à la date de clôture des inscriptions.</p> <p>- Si, à la date de clôture des inscriptions, ils ne sont plus liés contractuellement à aucun département ministériel, ils doivent s'inscrire aux recrutements ouverts au sein du département ministériel dont ils relevaient à la date de leur dernier contrat.</p>
<p>- Ou justifier des conditions pour bénéficier d'un CDI à la date du 13 mars 2012</p> <p>sous réserve, pour les agents employés à temps incomplet, d'exercer à cette même date leurs fonctions pour une quotité de temps de travail au moins égale à 70 % d'un temps complet.</p>	<p>Aucune autre ancienneté de service requise que celle nécessaire au passage en CDI.</p>	<p>Les candidats doivent s'inscrire aux recrutements réservés ouverts au sein du département ministériel dont ils relèvent à la date du 13 mars 2012.</p>
<p>- Ou avoir été en CDI le 1er janvier 2011, si le contrat a cessé entre le 1er janvier 2011 et le 31 mars 2011 sous réserve, pour les agents employés à temps incomplet, d'avoir exercé leurs fonctions pour une quotité de temps de travail au moins égale à 70 % d'un temps complet à la date de cessation du CDI.</p>		<p>Les candidats doivent s'inscrire aux recrutements réservés organisés par l'administration dont ils relevaient à la date de leur dernier contrat qui a cessé pendant cette période, indépendamment de leur recrutement ou non par la suite par une autre administration.</p>
<p>1.2.2 Contractuels des établissements d'enseignement publics justifiant d'un CDD :</p> <p>- le 31 mars 2011 ;</p> <p>- le 1er janvier 2011, si le contrat a cessé entre le 1er janvier et le 31 mars 2011.</p>	<p>Durée exigée et identité de l'employeur</p>	<p>Période d'acquisition des services</p>

Concours et recrutement 2016

<p>Contractuels en CDD recrutÃ©s sur emploi permanent en application de l'article 4 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 (les contrats article 4 sont rÃ©putÃ©s Ã temps complet).</p> <p>Contractuels en CDD recrutÃ©s sur emploi permanent en application de l'article 6.1 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 sous rÃ©serve, pour les agents employÃ©s Ã temps incomplet, dÃ©exercer Ã cette mÃ©me date leurs fonctions pour une quotitÃ© de temps de travail au moins Ã©gale Ã 70 % dÃ©un temps complet.</p>	<p>Quatre annÃ©es de services publics effectifs en Ã©quivalent temps plein accomplies dans les Ã©tablissements publics relevant du ministre chargÃ© de l'Ã©ducation nationale et/ou dans les Ã©tablissements d'enseignement supÃ©rieur relevant du ministÃ“re chargÃ© de l'Ã©ducation supÃ©rieur et de la recherche au 31 mars 2011 ou Ã la date de cessation du contrat entre le 1er janvier et le 31 mars 2011.</p>	<p>Les quatre annÃ©es doivent avoir Ã©tÃ© accomplies :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit au cours des six annÃ©es prÃ©cÃ©dant le 31 mars 2011 (entre le 31 mars 2005 et le 30 mars 2011), - soit Ã la date de clÃ©ture des inscriptions au recrutement rÃ©servÃ©. Dans ce cas, au moins deux des quatre annÃ©es exigÃ©es doivent avoir Ã©tÃ© accomplies au cours des 4 annÃ©es prÃ©cÃ©dant le 31 mars 2011, (entre le 31 mars 2007 et le 30 mars 2011).
<p>Contractuels en CDD pour effectuer des remplacements ou du renfort temporaire (article 3 ou 6 al. 2 de la loi du 11 janvier 1984) sous rÃ©serve, pour les agents employÃ©s Ã temps incomplet, dÃ©exercer Ã cette mÃ©me date leurs fonctions pour une quotitÃ© de temps de travail au moins Ã©gale Ã 70 % dÃ©un temps complet.</p>	<p>Quatre annÃ©es de services publics effectifs en Ã©quivalent temps plein accomplies dans les Ã©tablissements publics relevant du ministre chargÃ© de l'Ã©ducation nationale et/ou dans les Ã©tablissements d'enseignement supÃ©rieur relevant du ministÃ“re chargÃ© de l'Ã©ducation supÃ©rieur et de la recherche au 31 mars 2011 ou Ã la date de cessation du contrat entre le 1er janvier et le 31 mars 2011.</p>	<p>Les quatre annÃ©es doivent Ãªtre acquises au cours des 5 annÃ©es prÃ©cÃ©dant le 31 mars 2011 (entre le 31 mars 2006 et le 30 mars 2011).</p> <p>ImpossibilitÃ© de complÃ©ter l'anciennetÃ© aprÃ¨s le 31 mars 2011.</p>

2 - Recrutements rÃ©servÃ©s de l'enseignement privÃ© sous contrat

(DÃ©cret n° 2012-1512 du 28 dÃ©cembre 2012 relatif Ã l'ouverture de recrutements rÃ©servÃ©s pour l'accÃ©s aux Ã©chelles de rÃ©munÃ©ration des maÃ©tiers contractuels et agrÃ©Ã©s de l'enseignement privÃ© sous contrat relevant du ministre chargÃ© de l'Ã©ducation nationale)

<p>QualitÃ© administrative et anciennetÃ© de services publics exigÃ©e</p>		
	DurÃ©e exigÃ©e	Administration dÃ©exercice et dÃ©inscription

<p>À Œtre maître d'œuvre d'Établissements d'enseignement privé sous contrat relevant du ministre chargé de l'Éducation nationale relevant des articles L. 442-5 et L. 442-12 du code de l'Éducation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le 31 mars 2011 ; - ou entre le 1er janvier et le 31 mars 2011 si le contrat a cessé entre le 1er janvier et le 31 mars 2011. <p>Les maîtres contractuels bâtonniers d'un contrat provisoire ou définitif, assimilés aux stagiaires ou aux titulaires de l'enseignement public, sont exclus du dispositif.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Quatre années d'enseignement en équivalent temps plein en qualité de maître d'œuvre d'Établissement d'enseignement privé sous contrat, - ou une année d'enseignement en équivalent temps plein en qualité de maître d'œuvre d'Établissement d'enseignement privé sous contrat, complétée de services publics d'enseignement d'une durée minimale totale de quatre équivalent temps plein. 	<p>Ces quatre années de services d'enseignement doivent avoir été accomplies :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit au cours des six années précédant le 31 mars 2011 (entre le 31 mars 2005 et le 30 mars 2011) ; - soit à la date de clôture des inscriptions au recrutement réservé, dans ce cas, au moins deux des quatre années exigées doivent avoir été accomplies au cours des quatre années précédant le 31 mars 2011, (entre le 31 mars 2007 et le 30 mars 2011).
--	--	--

3 - Nature des services

Les services exigés pour les recrutements réservés de l'enseignement public sont des services publics effectifs accomplis en qualité d'agent public non titulaire de l'état ou des établissements publics qui en dépendent.

Pour les **recrutements réservés de l'enseignement privé sous contrat**, les services exigés sont des services d'enseignement.

Il s'agit de durées de services devant être effectifs, c'est-à-dire de périodes d'activité ou assimilées comme par exemple les congés administratifs ou non.

Les congés prévus aux articles 10, 11, 12, 13, 14 et 15 du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié sont assimilés à des périodes d'activité effective (cf. article 27) :

- congé annuel, congé de maladie ordinaire, congé de longue maladie, congé de formation professionnelle, congé pour formation syndicale, congé pour accident du travail ou maladie professionnelle, congé de maternité, de paternité ou d'adoption ;
- congé parental (art.19), congé d'accompagnement (19 ter), de présence parentale (art. 20 bis) ;
- périodes d'activité dans les services opérationnelles, sécurité civile, sanitaire (art. 26).

Les services doivent être de même niveau de catégorie que les services accomplis par les personnels de l'enseignement du second degré ou du premier degré c'est-à-dire du niveau de la catégorie A de la fonction publique.

S'agissant des agents non titulaires qui assurent des fonctions d'instituteur, les services de cette catégorie sont pris en compte comme étant des services de catégorie A pour l'inscription aux voies de recrutement réservées.

Les recrutements réservés sont fondés notamment sur la prise en compte des acquis de l'expérience professionnelle correspondant aux fonctions auxquelles destine le corps d'accueil sollicité par le candidat.

Les services doivent, en conséquence, correspondre à ceux du corps auquel le recrutement réservé donne accès.

Ne peuvent être pris dans le décompte les durées :

- les services accomplis en application de contrats pour lesquels l'éligibilité est exclue ;
- les services militaires y compris accomplis sous contrat ;
- les services qui ne sont pas effectifs tels que les congés non remunérés pour raisons familiales ou personnelles.

4 - Calcul de l'ancienneté de services

Seules les périodes durant lesquelles l'agent est dans une relation contractuelle avec l'état sont prises en compte.

Lorsqu'un professeur contractuel a été employé du 1er septembre au 30 juin, soit 10 mois, il conviendra, compte tenu des spécificités du métier enseignant et du rythme scolaire annuel, de lui comptabiliser une année complète d'ancienneté soit 12 mois.

Concours réservé ou examen professionnalisé réservé donnant accès à un corps de personnels du second degré

Le service demandé est fixé par référence à un service hebdomadaire de 18 heures quel que soit le corps d'accueil.

En ce qui concerne les contractuels appelés « vacataires 200 heures », le calcul des services est effectué comme pour les autres agents contractuels.

Examen professionnalisé réservé donnant accès au corps des professeurs des écoles

Le service demandé est fixé par référence à un service hebdomadaire de 24 heures.

- Les services accomplis à temps partiel et à temps incomplet correspondant à une durée supérieure ou égale à un mi-temps sont assimilés à des services à temps complet.

Concours et recrutement 2016

- Les services accomplis à temps incomplet correspondant à une durée inférieure au mi-temps sont assimilés aux trois quarts du temps plein.

Pour les agents handicapés, les services accomplis à temps partiel et à temps incomplet ne correspondant pas à une quotité égale ou supérieure à 50 % sont assimilés à des services à temps complet.

5 - Qualifications ou diplômes ou titres

Recrutements réservés de l'enseignement public et de l'enseignement privé		Date d'approbation
Concours réservés de certifiés, de Peps, de PLP, de PE, de CPE	Aucune condition de diplôme ou de titre.	
Concours réservé de professeurs d'EPS	Qualifications en sauvetage aquatique et en secourisme.	À la date de titularisation.
Examen professionnalisé réservé de professeurs des écoles	Qualifications en natation et en secourisme.	À la date de titularisation.
Concours réservés de Cop	Diplôme ou titre exigés des candidats aux concours statutaires.	À la date de clôture des registres.